



TRACT AUX USAGERS

Montreuil, le 24 Janvier 2018

MANIFESTATION NATIONALE DU 8 FÉVRIER 2018

LE GOUVERNEMENT VEUT-IL EN FINIR AVEC LE TRAIN PUBLIC ?

La CGT des Cheminots s'adresse à vous aujourd'hui car elle considère qu'un débat public national sur l'avenir du train public est nécessaire.

- **1997** : Endettement de la SNCF suite à la construction des Lignes à Grande Vitesse (LGV). Eclatement du système ferroviaire en 2 entités distinctes (SNCF et RFF).
- **2014** : Endettement de la SNCF, dysfonctionnements générés par les conflits entre SNCF et RFF. Eclatement en 3 entités (SNCF, SNCF Réseau et SNCF Mobilités).
- **2018** : Une nouvelle réforme se prépare. Nouvel éclatement encore plus important. Ouverture à la concurrence du trafic voyageurs. Multiplication d'entreprises ferroviaires privées sur le réseau national.

CONCURRENCE FERROVIAIRE : LE MAUVAIS CHOIX !

L'ouverture à la concurrence des trafics voyageurs reviendrait à accorder l'exploitation de certaines relations ferroviaires à des entreprises privées sur tout ou partie du réseau.

La particularité du mode ferroviaire nécessite une coordination optimum pour assurer la sécurité et la qualité du service car chaque train peut avoir un impact sur les autres. Or, la multiplication des acteurs va complexifier cette tâche.

Les collectivités devraient alors accroître leur financement, notamment par l'impôt. Les usagers verraient les prix augmenter. Il y aurait une pression pour abandonner certaines dessertes sous prétexte de « rationalisation ». C'est le contraire de la politique qu'il faudrait mener.

AILLEURS C'EST COMMENT ?

En Angleterre, depuis la renationalisation des infrastructures en 2002, les problèmes de sécurité ont été en partie résolus. En revanche, les Britanniques ont manifesté leur colère dans une centaine de gares début janvier 2018 car les prix explosent (27% d'augmentation en 7 ans), la régularité est catastrophique et le matériel roulant n'a pas été suffisamment renouvelé par les compagnies privées.

Ils exigent donc l'abandon des concessions et la renationalisation complète (ils sont 58% à soutenir cette solution selon le dernier sondage).



QUE PROPOSE LA CGT ?

Au regard des enjeux sociaux et environnementaux, la CGT propose :

- Que la réponse aux besoins soit la ligne directrice de la future politique publique des transports ;
- Que l'Etat reprenne son rôle d'organisateur et assume ses responsabilités (reprise de la dette sans contreparties) ;
- La renationalisation des autoroutes concédées (qui versent chaque année plus d'un milliard d'euros de dividendes à leurs actionnaires) ;
- L'application du versement transport à l'ensemble des entreprises et l'élargissement de celui-ci qui ne finance actuellement que les réseaux de transports urbains et pas les TER ;
- La fusion des 3 entités actuelles du Groupe Public Ferroviaire pour recréer une entreprise publique unique permettant aux cheminots de mieux travailler ensemble ;
- La mise en place d'une structuration de la SNCF qui permette de mutualiser les ressources, d'assurer la sécurité des circulations, la présence du mode ferroviaire dans tous les territoires et une meilleure communication en cas de perturbation ;
- Le développement de l'emploi cheminot au Statut pour garantir la régularité, la présence humaine, la qualité du service public et la sécurité ;
- La création de droits nouveaux pour les comités d'usagers qui doivent pouvoir avoir un rôle décisionnel sur la politique de l'entreprise publique ;
- De nouvelles règles de transparence et de lisibilité des tarifs.



Les cheminots CGT vous alertent car cet éparpillement et cette privatisation déguisée du service public ferroviaire ne pourront pas résoudre les problèmes quotidiens que vous subissez. Au contraire !

C'est pourquoi la Fédération CGT appelle les cheminots, les usagers, leurs associations ainsi que toutes celles et ceux qui sont attachés au service public ferroviaire, à participer à une **manifestation nationale le 8 février 2018, place de la République à Paris à 13h00.**

